

## **BGer 1C\_586/2017 vom 30. Oktober 2017**

Bundesgericht, 2017-10-30, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger\\_1C\\_586\\_2017](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger_1C_586_2017)

FR: TF 1C\_586/2017 du 30 octobre 2017

IT: TF 1C\_586/2017 del 30 ottobre 2017

### **Erwägungen**

#### **E. 1**

Selon l' art. 109 al. 1 LTF , la cour siège à trois juges lorsqu'elle refuse d'entrer en matière sur un recours soumis à l'exigence de l' art. 84 LTF .

#### **E. 1.1**

A teneur de cette disposition, le recours est recevable à l'encontre d'un arrêt du TPF en matière d'entraide judiciaire internationale si celui-ci a pour objet la transmission de renseignements concernant le domaine secret. Il doit toutefois s'agir d'un cas particulièrement important (al. 1). Un cas est particulièrement important notamment lorsqu'il y a des raisons de supposer que la procédure à l'étranger viole des principes fondamentaux ou comporte d'autres vices graves (al. 2). Ces motifs d'entrée en matière ne sont toutefois pas exhaustifs et le Tribunal fédéral peut être appelé à intervenir lorsqu'il s'agit de trancher une question juridique de principe ou lorsque l'instance précédente s'est écartée de la jurisprudence suivie jusque-là ( ATF 133 IV 215 consid. 1.2 p. 218). En vertu de l' art. 42 al. 2 LTF , il incombe aux recourants de démontrer que les conditions d'entrée en matière posées à l' art. 84 LTF sont réunies ( ATF 133 IV 131 consid. 3 p. 132).

#### **E. 1.2**

La présente espèce porte sur la transmission de renseignements touchant le domaine secret. Toutefois, compte tenu de la nature de la transmission envisagée (des données relatives à des écoutes téléphoniques) et de l'objet de la procédure étrangère, limité à des infractions de droit commun, le cas ne revêt en soi aucune importance particulière.

#### **E. 1.3**

Le recourant ne se prononce pas de manière explicite - alors que cette démonstration lui incombe - sur l'importance de la présente cause. Il soulève deux griefs. Le premier concerne l'accès à ses données par l'autorité française de surveillance des marchés financiers. La disposition du code monétaire et financier permettant cet accès a été jugée inconstitutionnelle par le Conseil constitutionnel français (conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union Européenne). Or, la procédure d'entraide reposerait entièrement sur la surveillance effectuée en application de cette disposition.

A ce sujet, la Cour des plaintes a notamment considéré que l'autorité suisse d'entraide n'avait pas à s'interroger sur la validité des preuves recueillies dans l'enquête menée à l'étranger. Cela est conforme à la jurisprudence constante selon laquelle les griefs relatifs à la validité de ces preuves doivent être soumis au juge du fond et ne peuvent être soulevés sous l'angle de l' art. 2 EIMP (arrêt 1A.10/2007 du 3 juillet 2007 consid. 2.2), ainsi qu'à la réglementation sur l'entraide qui veut que les preuves en question ne soient ni produites, ni même mentionnées à l'appui de la demande d'entraide ( art. 14 CEEJ et 28 al. 2 EIMP). Il ne

se pose aucune question de principe à ce sujet.

#### **E. 1.4**

Le second grief concerne la violation du droit d'être entendu. Le recourant se plaint d'avoir requis en vain les notes internes qui permettraient d'expliquer pour quelles raisons certains renseignements transmis ne se trouvaient pas dans son dossier. Le recourant n'explique pas non plus en quoi cette question rendrait la cause particulièrement importante. Il apparaît au contraire que l'irrégularité commise par le MPC a été réparée en instance de recours puisque la cause lui a été renvoyée pour que le recourant ait un accès complet aux données transmises. Au demeurant, l'arrêt attaqué est incident sur ce point, ce qui constitue un motif supplémentaire d'irrecevabilité ( art. 93 al. 2 LTF ).

#### **E. 2**

Sur le vu de ce qui précède, le recours doit être déclaré irrecevable. Conformément à l' art. 66 al. 1 LTF , les frais judiciaires sont mis à la charge du recourant.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.